

OPÉRATION NAVALE UE-OTAN EN MÉDITERRANÉE

# Le coup de l'éventail, version Nato

**Les Etats du Sud - arabe - de la Méditerranée ne s'en inquiètent pas. Ou si peu. Pourtant, les récentes décisions de l'Union européenne contre l'immigration clandestine sont de type néocolonial, ressemblant, à s'y méprendre, au coup de l'éventail de 1827 que soi-disant le dey Hussein administra à Pierre Deval, consul de France en Algérie. Ce qui amena la conquête puis la colonisation.**

De notre bureau de Bruxelles,  
Aziouz Mokhtari

Aujourd'hui, les embarcations de fortune et les barques d'occasion remplacent le chasse-mouches de la régence d'Alger pour le prétexte. Pour le prétexte, seulement. Le reste, certes actualisé, demeure le même.

Depuis quelques années, l'Union européenne s'arrime à l'Otan. Politiquement et militairement. Toutes les décisions stratégiques prises par la Commission européenne ou de type doctrinal conviennent à l'Alliance de

l'Atlantique Nord. Ukraine, Syrie, relations tendues avec la Russie sont des postures de guerre froide, de tension similaires à celles de l'après-Seconde Guerre mondiale.

L'Union européenne n'est plus une force d'équilibre du monde, une zone qui peut, un tant soit peu, atténuer l'hégémonisme américain, l'ultralibéralisme et s'opposer à un monde unipolaire. Que du contraire ! Depuis l'invasion de G. Bush fils de l'Irak, le rapport de force au sein des 28 a brusquement changé en faveur des USA.

Les States dictent, présentement,

leur conduite. La chose est facilitée par la disposition naturelle vers les thèses américaines de la grande partie des commissaires européens, favorable au marché, à la loi de la finance, à l'austérité et, intellectuellement, nourrie à l'anti-soviétisme, devenu de l'anti-Russie, sans nuance.

Sur les opérations navales qui se préparent en Méditerranée pour «attaquer à la source le mal», la sémantique ne laisse pas de doute, l'immigration clandestine est devenue un mal, demain, sans doute, mutera-t-elle vers d'autres qualificatifs plus guerriers, plus agressifs; les Russes, les Chinois et une partie des Européens s'inquiètent à juste titre de cette évolution. Tout d'abord, est-ce l'affaire de l'Otan, les traversées en mer d'Ulysse de clandestins embarquant de Libye, de Ceuta ou de Mellila, la majorité d'entre eux ne survivant jamais, les médias occidentaux les classent dans les rubriques «naufragés de la mer» ?

L'Alliance, dont l'essentiel des institutions se trouvent, justement, à Bruxelles, ne prend même plus la peine de laisser à la Commission européenne de la solliciter pour l'intervention navale, les responsables de l'Otan prennent la parole sans ménagement pour le «gouvernement de l'Europe» et indiquent, seuls, la direction à suivre.

Dès le moment où l'Otan décide, l'UE se met en ordre de bataille et s'affaire à trouver les mots, les discours et les justificatifs pour entériner et cautionner les oukases otaniens. Ce n'est plus l'UE historique dont les fondements étaient, précisément, d'être un continent aux intérêts, des fois convergents, des fois divergents avec les autres puissances mondiales. Bruxelles fonctionne, depuis les départs du Français Chirac, de l'Allemand Schroöder et de l'isolement diplomatique des Nordiques (Suède, Danemark, Autriche) au profit des ex-Est et des ex-Yougoslaves transformés en véritables satellites des

USA et de l'Otan, comme simplement force d'appoint, sans valeur ajoutée à la paix du monde.

Même les historiques de la création de l'Union européenne, ceux du Bénélux (Belgique, Luxembourg, Pays-Bas) et l'Italie ne se sentent plus à l'aise dans la configuration européenne actuelle. La haute finance et le libéralisme outrancier ont pris le dessus sur le capitalisme de la révolution industrielle, créateur de richesses, d'emplois, source de profits et de grandeur de l'Europe des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles.

Les opérations navales, en définitive le droit d'intervenir militairement en pays d'autrui, n'augurent rien de bon.

Ça sent les guerres, les destructions massives et un ordre nouveau horrible. Et si la guerre de l'Otan drivée alors par N. Sarkozy n'était que le prélude et que le reste viendra après ?

Tout semble l'indiquer. Houles en Méditerranée.

A. M.

## CRISE AU YÉMEN

### Des pourparlers de paix sur le Yémen débiteront le 28 mai à Genève

**Des pourparlers de paix sur le conflit qui secoue le Yémen doivent débiter le 28 mai à Genève, a indiqué hier un porte-parole de l'ONU.**

La réunion doit permettre de «restaurer la dynamique d'un processus de transition politique sous l'égide des Yéménites», a déclaré le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon.

Ban espère que les pourparlers de Genève «aideront à relancer le processus politique au Yémen, réduire le niveau des violences et soulager le fardeau humanitaire, devenu insupportable», selon des propos cités par son porte-parole.

Reste à savoir si les rebelles chiites houthis vont participer à ces discussions.

La conférence devait être annoncée



la semaine dernière, mais l'ONU avait demandé une trêve avant d'engager ces discussions.

Les raids de la coalition arabe menée par l'Arabie Saoudite contre les rebelles houthis se sont intensifiés, trois jours après l'expiration d'une trêve

humanitaire de cinq jours.

La coalition n'a pas reconduit la trêve en accusant les rebelles, soutenus par l'Iran chiite, d'en avoir profité pour se renforcer.

De précédents pourparlers de paix conduits par l'ONU avaient été suspendus après l'offensive à l'automne des rebelles houthis, qui se sont emparés depuis septembre de régions entières de l'ouest et du centre du pays dont Sanaâ en janvier.

La coalition a lancé le 26 mars une campagne de raids en réponse notamment à l'appel du Président yéménite Abd Rabbo Mansour Hadi, pour stopper la progression des rebelles dans le sud. La coalition arabe a intensifié hier ses raids contre les rebelles chiites houthis à Sanaâ, semant la panique et poussant un grand nombre de familles à la fuite. Le conflit a fait près de 2 000 morts et poussé plus de 545 000 personnes à quitter leur foyer, selon l'ONU.

## SYRIE

### Une enseignante tuée et 23 élèves blessés dans un attentat à Damas

Une enseignante a été tuée et 23 élèves blessés hier dans une attaque de mortier perpétrée par des rebelles, visant la capitale syrienne Damas, selon des médias locaux.

«Un attentat au mortier a frappé hier une école dans le quartier de Malki dans la capitale syrienne, Damas, tuant une enseignante et blessant 23 élèves», a rapporté la chaîne de télévision officielle syrienne.

Les rebelles, qui occupent des zones en banlieue de Damas, ont tiré des obus de mortier contre les quartiers résidentiels dans différentes parties de Damas, a-t-on indiqué.

Parallèlement, le Conseil de sécurité des Nations unies a condamné l'attaque «terroriste» contre l'ambassade de Russie à Damas, visée par des tirs de mortier plus tôt dans la journée.

Mardi, deux obus de mortier ont frappé l'ambassade de Russie dans le nord de Damas, sans faire de victimes.

Par ailleurs, l'armée syrienne, soutenue par des milices progouvernementales, a continué à avancer contre les positions rebelles dans la région de Qalamoun, au nord de Damas, et le long de la frontière avec le Liban, selon l'agence de presse officielle Sana.

## NIGER

### Un journaliste et responsable d'ONG arrêté pour «collaboration avec Boko Haram»

**Le journaliste et responsable d'ONG Moussa Tchangari, très critique sur la situation humanitaire dans le sud-est du Niger, où l'armée nigérienne combat Boko Haram, a été arrêté lundi pour «collaboration» avec les islamistes, a affirmé hier le ministre de l'Intérieur.**

«Depuis un certain temps, ce monsieur collabore avec Boko Haram et il mène une propagande active pour propager de fausses nouvelles en lien

avec Boko Haram», a expliqué le ministre Hassoumi Massaoudou, interrogé par l'AFP.

«Toute sa propagande vise à montrer» que «ce sont les Forces de défense et de sécurité nigériennes qui sont les criminels» et «non Boko Haram», a assuré M. Massaoudou, pour qui les autorités nigériennes ne peuvent «tolérer cette collaboration aussi active avec des terroristes» et «une propagation systématique de fausses nouvelles».

Arrêté lundi matin, Moussa Tchangari est poursuivi pour «association de malfaiteurs en relation avec l'entreprise terroriste Boko Haram», a indiqué le ministre de l'Intérieur, un proche du Président nigérien Mahamadou Issoufou.

L'arrestation de M. Tchangari, qui dirige l'ONG «Alternative espace citoyen», intervient après des propos critiques de son organisation sur la situation humanitaire dans le sud-est du Niger, où l'armée nigérienne combat Boko Haram.

Début mai, «Alternative» a produit un rapport jugé accablant contre les autorités nigériennes, qui ont fait évacuer quelque 25 000 résidents des îles du lac Tchad par crainte de nouvelles attaques de Boko Haram, après un assaut meurtrier des islamistes nigériens fin avril.

«Aucune disposition n'a été mise en place pour l'accueil» de milliers d'«hommes, femmes, enfants et vieillards» arrivés «épuisés, affamés, assoiffés» après avoir «marché plus de 50 km à pied»,

avait dénoncé M. Tchangari lors d'une conférence de presse. «La lutte contre Boko Haram ne doit pas servir de prétexte pour violer la liberté d'expression», a regretté Amnesty International mardi soir dans un communiqué, appelant les autorités nigériennes à «immédiatement libérer Moussa Tchangari».

Un assaut de Boko Haram le 25 avril contre une position militaire nigérienne située sur une île du lac Tchad avait fait au moins 74 morts, dont 28 civils, et 32 disparus.

Ces pertes sont les plus lourdes subies par le Niger depuis que le pays est entré en lutte contre le groupe armé nigérien islamiste début février.